

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.197/2
DU 7 OCTOBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 11 septembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

L'article 6, § 4, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité et aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, tel que modifié par l'article 11, 7/, de la loi du 15 mai 2007, dispose que

"Tout contrôle automatisé de la carte par des procédés optiques ou autres doit faire l'objet d'un arrêté royal pris après avis du comité sectoriel du Registre national visé à l'article 15 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques."

L'arrêté en projet est muet quant aux modalités du contrôle des données de la carte d'identité électronique par la Loterie Nationale ¹. Il peut s'agir d'un contrôle visé à l'article 6, § 4 précité ².

Le projet doit donc être soumis pour avis au comité sectoriel du Registre national au sein de la Commission de la protection de la vie privée.

(1) Il se contente, à l'article 4, alinéa 4, d'écrire "après contrôle par la Loterie Nationale".

(2) Voir l'avis 46.959/2/V, donné le 22 juillet 2009 sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe III".

Observations générales

1. La Chambre des représentants a adopté, le 16 juillet 2009, un projet de loi portant modification du Code civil, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, de la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale. Ce projet est actuellement à l'examen au Sénat. Il prévoit notamment l'octroi de licences supplémentaires pour l'exploitation de jeux de hasard via des instruments de la société de l'information (article 25).

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que certaines dispositions du projet à l'examen ne seront plus conformes à la loi, si le projet de loi ne subit pas de modification lors de son examen par le Sénat.

Si ce projet de loi est adopté et entre en vigueur avant l'adoption du présent projet d'arrêté royal, il conviendra de tenir compte du fait que les paris seront dorénavant soumis au régime de jeux de hasard ³. Dans cette hypothèse, il faudra que les paris fassent l'objet d'un arrêté royal distinct qui devra quant à lui être soumis à l'avis de la Commission des jeux de hasard ⁴.

2. La conformité du monopole de fait ⁵ que détient encore la Loterie Nationale sur l'organisation des jeux faisant usage des outils de la société de l'information au regard du droit communautaire est liée à la réalisation de l'objectif de la politique dite

(3) Voir l'article 52 du projet de loi adopté par la Chambre.

(4) Voir l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie nationale.

(5) Th. VERBIEST, " Jeux et paris en ligne : vers une application inconditionnelle des règles du marché commun?", n/ 22 à 25, *J.T.*, 2004, p. 752.

de "canalisation" de la pulsion du jeu ⁶. L'arrêté en projet doit permettre de réaliser l'objectif du législateur d'éviter que la Loterie Nationale incite au jeu ou ait un effet d'élargissement sur le marché. Or, la Loterie Nationale, grâce à sa forte image de fiabilité auprès des joueurs, risque d'amener une partie de sa clientèle à oser jouer en recourant aux outils de la société de l'information.

Il y a donc lieu d'être attentif à fixer dans le projet des limites strictes de nature à réaliser cet objectif afin de ne pas remettre en cause la conformité au droit européen du monopole de la Loterie Nationale.

La section de législation ne dispose pas des éléments lui permettant d'apprécier le respect de ce cadre. Il appartient à l'auteur du projet d'opérer cette vérification.

3. En vertu, de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 précitée, c'est le Roi qui fixe les formes et les modalités générales des loteries publiques que la Loterie Nationale est chargée d'organiser. L'élaboration des modalités d'exécution est par contre confiée, en vertu de l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, au comité de direction.

Le projet prévoit, à plusieurs reprises, que la Loterie Nationale peut fixer certains seuils. Compte tenu de l'importance de ces seuils pour la canalisation de la pulsion de jeux, leur fixation ne peut pas être considérée comme une simple mesure d'exécution relevant de la compétence du Comité de direction de la Loterie Nationale. Il y a lieu, à tout le moins, d'encadrer ces seuils par des minima ou maxima absolus.

Ainsi, il faut au moins prévoir, à l'article 10, § 1^{er}, 2/, le minimum et le maximum absolus du montant minimum pour chaque dépôt sur un compte joueur; le montant maximal de la perte maximale prévue à l'article 10, § 1^{er}, 6/; le minimum absolu du minimum du montant partiel des gains visé à l'article 13, alinéa 2, 2/; et la durée minimale après laquelle un compte joueur peut être qualifié de dormant conformément à l'article 13, alinéa 4.

⁽⁶⁾ Avis 31.454/4 donné le 28 mai 2001 sur le projet devenu la loi du 19 avril 2002 précitée; C.C., n/ 33/2004, 10 mai 2004, B.11.2.

La fixation des jours et heures durant lesquels la connexion aux comptes joueurs est possible, prévue à l'article 7, alinéa 2, n'est pas une modalité d'exécution qui peut être confiée au Comité de direction. Compte tenu de l'importance rappelée ci-avant de la canalisation du comportement des joueurs, cet article doit être complété par l'indication d'une période pendant laquelle l'offre de jeux ou l'approvisionnement du compte joueur au moyen des outils de la société de l'information n'est pas possible.

4. Il y a lieu de rassembler dans un même article les éléments qui ont un rapport logique direct entre eux, sauf s'ils sont trop nombreux, et de placer dans des articles distincts les éléments qui sont sans rapport logique entre eux. L'auteur du projet est invité à revoir, en fonction des ces principes, les articles 4, 9 et 10 du projet.

Observations particulières

Préambule

À l'alinéa 1^{er} du préambule, il y a lieu d'omettre la référence à l'article 7 de la loi du 19 avril 2002 précitée qui ne constitue pas le fondement légal du projet.

Dispositif

Article 2

1. L'article 2 prévoit de réserver la participation aux jeux aux personnes majeures. Le projet prévoit le contrôle de cette condition par la lecture de la carte d'identité électronique ou la consultation de la date de naissance et de la résidence habituelle au registre national ⁷.

⁽⁷⁾ L'avis n/ 51/2008, du 10 décembre 2008 du Comité sectoriel du Registre national n'autorise l'accès qu'à ces deux données.

La carte d'identité électronique ne contient pas directement une information relative à la minorité ou à la majorité de son titulaire ⁸ et l'état de minorité ne peut pas toujours être déterminé avec certitude par la seule date de naissance car la minorité ne se perd pas forcément à dix-huit ans ⁹. Par exemple, le joueur potentiel peut être titulaire d'une carte d'identité pour étranger dont le statut personnel prévoit que la majorité s'acquiert à un autre âge que dix-huit ans ou être placé sous le statut de minorité prolongée ¹⁰.

L'auteur du projet est invité à vérifier si les modes de contrôle envisagés sont de nature à vérifier cette condition et, le cas échéant, à modifier ces derniers ou à remplacer l'exigence d'être majeur par celle d'avoir un certain âge.

2. L'adverbe "exclusivement" doit être omis car dénué de portée normative.

3. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'obligation d'utiliser sa carte d'identité ou de mentionner son numéro d'identification au registre national réserve le bénéfice des jeux proposés au moyen des outils de la société de l'information aux personnes qui en disposent et, par conséquent, résident en Belgique. Or, la liberté de prestation de services, prévue à l'article 49 du Traité instituant la Communauté européenne, comprend aussi la possibilité pour un bénéficiaire, donc en l'espèce un joueur, d'utiliser ces services sans être gêné par des restrictions ¹¹.

⁽⁸⁾ Voir article 6, § 2, de la loi du 19 juillet 1991 précitée.

⁽⁹⁾ Voir l'avis 46.959/2/V, donné le 22 juillet 2009, précité.

⁽¹⁰⁾ Il y a lieu de relever que mention de la mise sous statut de minorité prolongée est portée sur la carte d'identité en vertu de l'article 487sexies du Code civil.

⁽¹¹⁾ C.J.C.E., arrêt du 6 novembre 2003, affaire C-243/01 Gambelli e.a., n/ 55.

Néanmoins certaines restrictions à la libre prestation des services sont admises en la matière en raison de l'absence d'une harmonisation communautaire et des divergences d'ordre moral, religieux ou culturel entre les États membres ¹².

Il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure de pouvoir justifier cette restriction à la libre prestation des services ou, à défaut, de prévoir un accès aux jeux pour des personnes ne disposant pas d'une carte d'identité électronique ou d'un numéro d'identification au registre national.

Article 4

1. À l'alinéa 2, 1/, les mots "et, facultativement, certaines autres informations accessoires telles, par exemple, son numéro de téléphone fixe ou mobile" doivent être omis. Ils sont dénués de portée normative en ce qu'ils n'imposent pas la communication d'un numéro de téléphone et ne limitent pas les informations qui peuvent être facultativement demandées aux numéros de téléphone.

2. À l'alinéa 4, les mots "par la Loterie Nationale" doivent être omis. En effet, il appartient, sans que cela doive être précisé, à la Loterie Nationale de vérifier que les conditions de participation sont remplies et, de plus, le contrôle ne sera pas exercé par la seule Loterie Nationale. L'accès aux données reprises dans le registre national a été accordé au Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication.

3. Il est incohérent de prévoir, à l'alinéa 2, 3/, qu'il faut cocher une case par laquelle le joueur potentiel reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales et de prévoir, à l'alinéa 5 par l'emploi du verbe "pouvoir", seulement la possibilité de prendre connaissance d'un changement de ces conditions. La fin de l'alinéa 5 sera rédigée comme suit : "le joueur doit cocher une case par laquelle il reconnaît avoir pris connaissance de ces modifications et qu'il les accepte, s'il se connecte à son compte joueur".

⁽¹²⁾ C.J.C.E., arrêt du 8 septembre 2009, affaire C-42/07 Departamento De Jogos Da Santa Casa Da Misericórdia de Lisboa, n/ 69.

Article 5

L'alinéa 1^{er} doit être omis. Il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger.

Article 8

Il est suggéré d'écrire : "Un joueur ne peut être titulaire que d'un seul compte joueur".

Article 9

1. La section de législation se demande s'il n'est pas opportun de prévoir, parmi les mentions imprimées sur le ticket prépayé énumérées au paragraphe 2, le nom du terminal qui l'a délivré. En effet, selon l'alinéa 6, l'annulation ne peut s'effectuer que sur le même terminal.

2. Au paragraphe 3, alinéa 5, 3/, il y a lieu d'omettre les mots "pour une raison technique quelconque". Si l'absence de délivrance du ticket prépayé par l'imprimante est possible uniquement pour une raison technique, il n'y a pas lieu de le préciser. Par contre, si cela est possible pour d'autres raisons, il faut également permettre l'annulation dans ces hypothèses.

3. Il serait plus simple de rédiger le paragraphe 3, alinéa 5, 4/, comme suit : "Le ticket prépayé ne correspond pas à la volonté exprimée par le joueur".

4. Au paragraphe 3, alinéa 7, il y a lieu de prévoir également l'hypothèse où la raison ayant empêché la délivrance du ticket prépayé empêche également la délivrance du ticket d'annulation.

.../...

Article 10

1. Selon l'usage, un délai exprimé en jours ne compte que des jours pleins, c'est-à-dire formés du laps des vingt-quatre heures qui s'écoulent de minuit à minuit. Le calcul *de momento ad momentum* est, en principe, réservé aux délais déterminés par une mesure de temps plus petite que le jour¹³.

Dans un souci de lisibilité, il y a lieu de renoncer au système proposé par le projet, qui par une disposition spécifique convertit les délais exprimés en jours en heures pour les faire débiter à un moment précis de la journée, c'est à dire le calcul d'usage pour les délais exprimés en heures.

L'auteur du projet prévoira les délais directement en heures ou ne dérogera pas au système habituel de calcul des délais exprimés en jours. S'il opte pour des délais exprimés en jours, il devra régler si le *dies a quo*, le *dies ad quem* et les jours fériés doivent être pris en considération.

2. Au paragraphe 3, les mots "en l'occurrence" doivent être omis.

La version néerlandais de ce paragraphe sera revue conformément à ce qui est exposé dans le texte néerlandais du présent avis.

Article 11

Dans un souci de lisibilité, les mots "en l'occurrence" seront remplacés par "Après cet enregistrement".

Le dernier alinéa doit être omis. En effet, il n'est légalement pas possible que la Loterie Nationale accorde un crédit financier à un joueur.

⁽¹³⁾ *Pandectes belges*, "Computation des délais", t. XXII, n/ 24.

Article 13

1. À l'alinéa 2, 1/, il y a lieu de corriger, dans la deuxième phrase du texte français, les mots "compte-joueur" par les mots "compte bancaire" après les mots "virement sur son".

2. Il y a lieu de prévoir, au dernier alinéa, l'hypothèse où le compte bancaire mentionné par le joueur a été entre-temps clôturé.

Article 14

Il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante. Il y a donc lieu d'omettre les mots "qui fait foi en cas de contestation" ¹⁴.

Article 16

Il n'est pas habituel de mentionner une adresse dans un arrêté royal. Cela est déconseillé car il faudrait le modifier en cas de déménagement. La mention que les réclamations doivent être envoyées au siège suffirait, l'adresse du siège pouvant, cela va de soi, être mentionnée sur les tickets prépayés et le site internet.

Article 19

L'article 19 doit être rédigé à l'indicatif présent.

La version néerlandaise de cette disposition sera remplacée par le texte proposé par le texte néerlandais du présent avis.

⁽¹⁴⁾ Voir avis n/ 37.323/2/V, donné le 2 septembre 2004, sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique "Euro Millions" organisée par la Loterie Nationale.

Article 20

Le délai de dix jours qui doit séparer, en principe, la publication au Moniteur belge de l'entrée en vigueur a pour but de permettre, aux destinataires de la norme d'en prendre connaissance dans un délai raisonnable. La section de législation n'aperçoit pas en l'espèce à quelle nécessité répondrait l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté en projet.

Il y a donc lieu d'omettre l'article 20, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur.

Article 21

L'exécution de l'arrêté en projet doit être assurée au-delà des changements de ministres ou de répartition des attributions. L'article d'exécution doit dès lors être rédigé comme suit : "Le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté."

Observations de forme

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet laisse à désirer. C'est sous réserve des observations de fond faites ci-avant et à titre d'exemple que les corrections suivantes sont proposées.

Article 1^{er}

Il faudrait écrire "dit besluit" au lieu de "huidig besluit".

Article 3

Il faudrait écrire : "... spelen op afstand gebruikt wordt, moet de speler ..."

.../...

Article 4

À l'alinéa 3, il faudrait écrire : "Zolang niet alle [...] formaliteiten vervuld zijn, wordt elke aanvraag ... verworpen door de Nationale Loterij."

Article 4

Il faudrait écrire : "... in een procedure waarmee hij een nieuw wachtwoord kan verkrijgen."

Article 7

À l'alinéa 3, on écrira "technisch defect" au lieu de "technische panne" et "geschorst" au lieu de "opgeschoort".

Article 9

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, deuxième phrase, il faudrait écrire : "Ze is pas effectief wanneer de [...] sommen op de spelersrekening geregistreerd zijn door het informaticasysteem ..."

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il faudrait écrire : "De vooraf betaalde tickets zijn niet op naam en worden door de verkooppunten verkocht tegen de prijzen bepaald door de Nationale Loterij. De printer levert een vooraf betaald ticket af waarop de volgende vermeldingen staan : de handelsnaam waaronder het aan het publiek wordt gepresenteerd, de datum en het tijdstip waarop het is afgeleverd ..."

Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, il faudrait écrire : "... te annuleren onder de voorwaarden bepaald door deze paragraaf".

À l'alinéa 6 du même paragraphe, le mot "hem" devrait être remplacé par le mot "het".

.../...

Article 10

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3/, première phrase, il faudrait écrire : "het totale bedrag" au lieu de "het globale bedrag". Dans la troisième phrase il faudrait écrire "plafond achteraf weer verhogen" au lieu de "plafond achteraf terug verhogen".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.197/2
VAN 7 OKTOBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 11 september 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Artikel 6, § 4, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zoals gewijzigd bij artikel 11, 7/, van de wet van 15 mei 2007, bepaalt :

"Elke geautomatiseerde controle van de kaart door optische of andere leesprocedures moet het voorwerp uitmaken van een koninklijk besluit, na advies van het sectoraal comité van het Rijksregister bedoeld in artikel 15 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen."

In het ontworpen besluit wordt niets gezegd over de wijze van controle van de gegevens van de elektronische identiteitskaart door de Nationale Loterij ¹. Het kan gaan om de controle bedoeld in het voormelde artikel 6, § 4 ².

Het ontwerp moet dus om advies worden voorgelegd aan het sectoraal comité van het Rijksregister binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

(1) In artikel 4, vierde lid, wordt gewoon geschreven "na controle door de Nationale Loterij".

(2) Zie advies 46.959/2/V, gegeven op 22 juli 2009 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 betreffende de werking van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse III".

Algemene opmerkingen

1. De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft op 16 juli 2009 een wetsontwerp aangenomen tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten en van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij. Dit ontwerp wordt thans bij de Senaat onderzocht. Het voorziet inzonderheid in het verlenen van aanvullende vergunningen voor de exploitatie van kansspelen via informatiemaatschappij-instrumenten (artikel 25).

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat sommige bepalingen van het onderzochte ontwerp niet meer met de wet zullen overeenstemmen indien het wetsontwerp niet wordt gewijzigd wanneer het bij de Senaat wordt onderzocht.

Indien dit wetsontwerp wordt aangenomen en in werking treedt vóór de goedkeuring van het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit, moet er rekening mee worden gehouden dat weddenschappen voortaan onder het stelsel van de kansspelen ³ zullen vallen, in welk geval voor weddenschappen een afzonderlijk besluit zal moeten worden aangenomen, dat om advies aan de Kansspelcommissie zal moeten worden voorgelegd ⁴.

2. De vraag of het feitelijke monopolie ⁵ dat de Nationale Loterij nog heeft in verband met de organisatie van spelen waarbij gebruik wordt gemaakt van de instrumenten van de informatiemaatschappij, strookt met het gemeenschapsrecht, houdt verband met het halen van het doel van het zogenaamde beleid van "inbedding" van de

(3) Zie artikel 52 van het door de Kamer aangenomen wetsontwerp.

(4) Zie artikel 3, § 1, 2^e lid, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij.

(5) Th. VERBIEST, "Jeux et paris en ligne : vers une application inconditionnelle des règles du marché commun", nr. 22 tot 25, *JT*, 2004, blz. 752.

speldrang⁶. Het ontworpen besluit moet het mogelijk maken het doel van de wetgever te bereiken, dat erin bestaat te voorkomen dat de Nationale Loterij aanzet tot spelen of een marktverruimende uitwerking heeft. Welnu, doordat de Nationale Loterij een sterk imago van betrouwbaarheid heeft bij de spelers, is het mogelijk dat een deel van haar klanten zich gaan wagen aan spelen met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij.

Er moet dus worden voor gezorgd dat in het ontwerp strikte grenzen worden bepaald om dit doel te bereiken, opdat de conformiteit van het monopolie van de Nationale Loterij met het Europees recht niet in het gedrang wordt gebracht.

De afdeling Wetgeving beschikt niet over gegevens waarmee ze kan oordelen of dit kader in acht genomen is. De steller van het ontwerp dient dit na te gaan.

3. Krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 19 april 2002, is het de Koning die de vormen en de algemene regels bepaalt van de openbare loterijen die de Nationale Loterij heeft te organiseren. De uitwerking van de uitvoeringsregels wordt daarentegen krachtens artikel 11, § 1, van dezelfde wet aan het directiecomité toevertrouwd.

Het ontwerp bepaalt verschillende malen dat de Nationale Loterij bepaalde drempels kan vaststellen. Aangezien deze drempels belangrijk zijn voor het inbedden van de speldrang, kan het vaststellen ervan niet als een loutere uitvoeringsmaatregel worden beschouwd die valt onder de bevoegdheid van het directiecomité van de Nationale Loterij. Voor deze drempels moeten op zijn minst absolute minima en maxima worden bepaald.

Zo moet in artikel 10, § 1, 2/, minstens worden voorzien in het absolute minimum en maximum van het minimumbedrag voor elke storting op een spelersrekening; in het maximumbedrag van het maximumverlies bedoeld in artikel 10, § 1, 6/; in het absolute minimum van het gedeeltelijk bedrag van de winsten bedoeld in artikel 13, tweede lid, 2/; in de minimumduur waarna een spelersrekening als slapende rekening kan worden aangemerkt overeenkomstig artikel 13, vierde lid.

⁽⁶⁾ Advies 31.454, gegeven op 28 mei 2001, over het ontwerp dat geleid heeft tot de voornoemde wet van 19 april 2002; Grondwettelijk Hof, arrest nr. 33/2004, 10 mei 2004, B. 11.2.

De vastlegging van de dagen en uren waarop een verbinding met de spelersrekeningen mogelijk is, waarin artikel 7, tweede lid, voorziet, is geen uitvoeringsregel waarmee het directiecomité kan worden belast. Aangezien het belangrijk is dat het gedrag van de spelers wordt ingebed, zoals er hierboven aan wordt herinnerd, moet dit artikel worden aangevuld door een periode te vermelden waarin het spelaanbod of de bevoorrading van de spelersrekening met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij niet mogelijk is.

4. In eenzelfde artikel moeten de gegevens worden samengebracht waaronder een rechtstreeks logisch verband bestaat, behalve indien ze te talrijk zijn, en moeten de gegevens waaronder geen logisch verband bestaat in afzonderlijke artikelen worden opgenomen. De steller van het ontwerp wordt verzocht om in het licht van deze principes de artikelen 4, 9 en 10 van het ontwerp te herzien.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het eerste lid van de aanhef moet de verwijzing naar artikel 7 van de voornoemde wet van 19 april 2002, dat niet de rechtsgrond van het ontwerp vormt, vervallen.

Dispositief

Artikel 2

1. Artikel 2 bepaalt dat alleen meerderjarigen mogen deelnemen aan de spelen. Het ontwerp voorziet in de controle op de naleving van deze voorwaarde door het aflezen van de elektronische identiteitskaart of het nagaan van de geboortedatum en van de gewone verblijfplaats in het Rijksregister ⁷.

⁽⁷⁾ Advies nr. 51/2008 van 10 december 2008 van het sectoraal comité van het Rijksregister staat alleen de toegang tot deze twee gegevens toe.

De elektronische identiteitskaart bevat niet direct inlichtingen over de minderjarigheid of meerderjarigheid van de houder ervan⁸ en de minderjarigheid kan niet altijd met zekerheid worden vastgesteld op basis van de geboortedatum alleen, aangezien de minderjarigheid niet noodzakelijkerwijs afloopt op de leeftijd van 18 jaar⁹. De potentiële speler kan bijvoorbeeld houder zijn van een elektronische identiteitskaart voor vreemdelingen, wier personeel statuut bepaalt dat ze meerderjarig worden op een andere leeftijd dan die van achttien jaar of kan in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard¹⁰.

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of met de overwogen controleregels vastgesteld kan worden of aan deze voorwaarde is voldaan en, in voorkomend geval, deze regels te wijzigen of het vereiste meerderjarig te zijn te vervangen door dat een bepaalde leeftijd te hebben.

2. Het bijwoord "uitsluitend" dient te vervallen, aangezien het geen regelgevende waarde heeft.

3. De steller van het ontwerp wordt erop geattendeerd dat door de verplichting om de identiteitskaart te gebruiken of het identificatienummer in het Rijksregister te vermelden, alleen personen die hierover beschikken en die, bijgevolg, in België verblijven gebruik kunnen maken van de voorgestelde spelen door middel van de instrumenten van de informatiemaatschappij. Het vrij verrichten van diensten, voorgeschreven in artikel 49 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, omvat evenwel ook de mogelijkheid voor een ontvanger van diensten, *in casu* een speler dus, om van deze diensten zonder beperkingen gebruik te maken¹¹.

⁽⁸⁾ Zie artikel 6, § 2, van de voormelde wet van 19 juli 1991.

⁽⁹⁾ Zie het voornoemde advies 46.959/2/V, gegeven op 22 juli 2009.

⁽¹⁰⁾ Er moet op worden gewezen dat krachtens artikel 487^{sexies} van het Burgerlijk Wetboek de vermelding dat hij in staat van verlengde minderjarigheid is verklaard, wordt aangebracht op de identiteitskaart.

⁽¹¹⁾ HvJEG, arrest van 6 november 2003, zaak C-243/01 Gambelli e.a., nr. 55.

Niettemin worden bepaalde beperkingen van het vrij verrichten van diensten ter zake aanvaard wegens de ontstentenis van communautaire harmonisatie en doordat er ter zake tussen de lidstaten morele, religieuze en culturele verschillen bestaan ¹².

De steller van het ontwerp moet deze beperking van het vrij verrichten van diensten kunnen rechtvaardigen of, zo niet, voorzien in een toegang tot de spelen voor personen die niet over een elektronische identiteitskaart of een identificatienummer in het Rijksregister beschikken.

Artikel 4

1. In het tweede lid, onderdeel 1/, dienen de woorden "en, zij het facultatief, bepaalde andere bijkomende gegevens zoals bijvoorbeeld het nummer van zijn vaste of mobiele telefoon" te vervallen. Die woorden hebben geen regelgevende kracht doordat ze niet voorschrijven een telefoonnummer mede te delen en de inlichtingen die facultatief kunnen worden gevraagd niet beperken tot telefoonnummers.

2. In het vierde lid dienen de woorden "door de Nationale Loterij" te vervallen. Het staat immers aan de Nationale Loterij na te gaan of de deelnemingsvoorwaarden vervuld zijn; zulks hoeft niet te worden vermeld. Bovendien zal de controle niet alleen door de Nationale Loterij worden uitgeoefend. Aan de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie is toegang verleend tot de gegevens van het Rijksregister.

3. Het getuigt van een gebrek aan samenhang dat in het tweede lid, onderdeel 3/, wordt bepaald dat de potentiële speler een vakje moet aanvinken waarmee hij erkent kennis te hebben genomen van de algemene voorwaarden, terwijl in het vijfde lid, door het gebruik van het werkwoord "kunnen", alleen de mogelijkheid wordt geboden kennis te nemen van een wijziging van die voorwaarden. Het slot van het vijfde lid

⁽¹²⁾ HvJEG, arrest van 8 september 2009, zaak C-42/07 Departamento De Jogos Da Santa Casa Da Misericórdia de Lisboa, nr. 69.

behoort als volgt te worden gesteld : "dient de speler, wanneer hij verbinding maakt met zijn 'spelersrekening', een vakje aan te vinken waarmee hij erkent kennis te hebben genomen van die wijzigingen en ze te hebben aanvaard".

Artikel 5

Het eerste lid dient te vervallen. Het staat niet aan de Koning een regel uit te vaardigen die ertoe strekt het gemene recht inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid in herinnering te brengen of daarvan af te wijken.

Artikel 8

De volgende redactie wordt voorgesteld : "Een speler mag van slechts één spelersrekening houder zijn".

Artikel 9

1. De afdeling Wetgeving vraagt zich af of het niet raadzaam is te bepalen dat de in paragraaf 2 opgesomde vermeldingen die op het vooraf betaalde ticket worden afgedrukt, ook de naam omvatten van de terminal die dat ticket heeft afgeleverd. Volgens paragraaf 3, zesde lid, kan immers alleen op dezelfde terminal geannuleerd worden.

2. In paragraaf 3, vijfde lid, 3/, dienen de woorden "om om het even welke technische reden" te vervallen. Als het feit dat de printer geen vooraf betaald ticket aflevert alleen te wijten kan zijn aan een technische reden, behoort zulks niet te worden aangegeven. Als zulks evenwel aan andere redenen te wijten kan zijn, dient annulatie ook in die gevallen mogelijk te zijn.

3. Paragraaf 3, vijfde lid, 4/, zou eenvoudiger als volgt geredigeerd kunnen worden : "het vooraf betaald ticket niet overeenstemt met de wil die de speler te kennen heeft gegeven."

4. In paragraaf 3, zevende lid, dient eveneens melding te worden gemaakt van het geval dat de reden waarom geen vooraf betaald ticket is afgeleverd, eveneens belet dat een annulatieticket wordt afgeleverd.

Artikel 10

1. Volgens het gebruik telt een in dagen uitgedrukte termijn alleen volle dagen, dat wil zeggen etmalen die van middernacht tot middernacht lopen. De berekening *de momento ad momentum* geldt in principe alleen voor termijnen bepaald door een tijdmaat die kleiner is dan een dag¹³.

Met het oog op de leesbaarheid dient te worden afgestapt van de regeling die in het ontwerp wordt voorgesteld en waarbij een bijzondere bepaling de in dagen uitgedrukte termijnen omzet in uren en voorschrijft dat ze ingaan op een welbepaald ogenblik van de dag, dat wil zeggen de gebruikelijke berekening voor in uren uitgedrukte termijnen.

De steller van het ontwerp dient de termijnen rechtstreeks in uren te bepalen of niet af te wijken van de gebruikelijke regeling voor de berekening van in dagen uitgedrukte termijnen. Als hij voor in dagen uitgedrukte termijnen kiest, zal hij moeten bepalen of de *dies a quo*, de *dies ad quem* en feestdagen meegerekend moeten worden.

2. Paragraaf 3, tweede zin, waarin de woorden "In voorkomend geval" dienen te vervallen, zou beter als volgt worden gesteld : "Wat het voormelde geplafonneerd bedrag te boven gaat, wordt door de Nationale Loterij overgeschreven ... (voorts als in het ontwerp)".

⁽¹³⁾ *Pandectes belges*, "Computation des délais", boekdeel XXII, nr. 24.

Artikel 11

Met het oog op de leesbaarheid dienen de woorden "In voorkomend geval" te worden vervangen door de woorden "Na die registratie".

Het laatste lid behoort te vervallen. Het is immers wettelijk onmogelijk dat de Nationale Loterij aan een speler een krediet zou toekennen.

Artikel 13

1. In de Franse tekst van het tweede lid, 1/, tweede zin, dienen na de woorden "virement sur son" de woorden "compte-joueur" te worden vervangen door de woorden "compte bancaire".

2. In het laatste lid dient rekening te worden gehouden met het geval dat de bankrekening die de speler opgegeven heeft, ondertussen afgesloten is.

Artikel 14

Het komt niet aan de Koning toe om de wettelijke bepalingen betreffende de bewijskracht te wijzigen. De woorden "dewelke geldt als bewijs bij betwisting" dienen dan ook te vervallen ¹⁴.

Artikel 16

Het is niet gebruikelijk om in een koninklijk besluit een adres te vermelden. Dat wordt afgeraden, daar die vermelding gewijzigd zou moeten worden ingeval van verhuizing. Er kan volstaan worden met de vermelding dat klachten gericht moeten worden aan de zetel, waarbij het adres van de zetel uiteraard op de vooraf betaalde tickets en op de internetsite kan worden vermeld.

Artikel 19

Men schrijve : "Dit besluit kan op de internetsite van de Nationale Loterij geraadpleegd worden."

Artikel 20

De tijdspanne van tien dagen die in principe moet liggen tussen de bekendmaking van een regeling in het Belgisch Staatsblad en de inwerkingtreding ervan heeft tot doel de adressaten ervan de mogelijkheid te bieden om daarvan binnen een redelijke termijn kennis te nemen. De afdeling Wetgeving ziet in casu niet in aan welke noodzaak de onmiddellijke inwerkingtreding van het ontworpen besluit beantwoordt.

⁽¹⁴⁾ Zie advies 37.323/2/V, gegeven op 2 september 2004, over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij "Euro Millions".

Artikel 20 dient dan ook te vervallen, hetgeen tot gevolg zou hebben dat de gemeenrechtelijke regeling voor de inwerkingtreding zou gelden.

Artikel 21

De uitvoering van het ontworpen besluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers of de herverdeling van de bevoegdheden heen. De uitvoeringsbepaling dient dan ook als volgt te worden gesteld : "De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit."

Vormopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp schiet te kort uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende verbeteringen voorgesteld :

Artikel 1

Men schrijve "dit besluit" in plaats van "huidig besluit".

Artikel 3

Men schrijve : "... spelen op afstand gebruikt wordt, moet de speler ..."

Artikel 4

In het derde lid moet worden geschreven : "Zolang niet alle [...] formaliteiten vervuld zijn, wordt elke aanvraag ... verworpen door de Nationale Loterij."

Artikel 5

Men schrijve : " ... in een procedure waarmee hij een nieuw wachtwoord kan verkrijgen."

Artikel 7

In het derde lid schrijve men "technisch defect" i.p.v. "technische panne" en "geschorst" i.p.v. "opgeschort".

Artikel 9

In paragraaf 1, tweede lid, tweede zin, zou geschreven moeten worden. "Ze is pas effectief wanneer de [...] sommen op de spelersrekening geregistreerd zijn door het informaticasysteem ...".

In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men : "De vooraf betaalde tickets zijn niet op naam en worden door de verkooppunten verkocht tegen de prijzen bepaald door de Nationale Loterij. De printer levert een vooraf betaald ticket af waarop de volgende vermeldingen staan : de handelsnaam waaronder het aan het publiek wordt gepresenteerd, de datum en het tijdstip waarop het is afgeleverd ...".

In paragraaf 3, eerste lid, schrijve men : " ... te annuleren onder de voorwaarden bepaald door deze paragraaf".

In het zesde lid van dezelfde paragraaf behoort het woord "hem" vervangen te worden door het woord "het".

Artikel 10

In paragraaf 1, eerste lid, 3/, eerste zin, schrijve men "het totale bedrag" i.p.v. "het globale bedrag". In de derde zin schrijve men "plafond achteraf weer verhogen" i.p.v. "plafond achteraf terug verhogen".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS